

GREENPEACE

Terminal méthanier flottant du Havre :

**symbole d'une politique
climatique et énergétique
à la dérive**

RAPPORT

Juin 2023

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Rapport publié en juin 2023 par

Greenpeace France

13 rue d'Enghien 75010 Paris France

[Greenpeace.fr](https://www.greenpeace.fr)

Si vous avez des informations relatives à ce sujet, vous pouvez nous contacter à l'adresse investigation@greenpeace.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée, vous pouvez vous connecter sur le site [Greenleaks](#).

Copyright et propriété intellectuelle

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle de tout ou partie des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sans autorisation préalable de Greenpeace est interdite. Notamment, aucune reprise et/ou utilisation et/ou diffusion ne peut être réalisée à des fins d'exploitation commerciale et/ou de promotion et/ou de publicité sans l'accord préalable et écrit de Greenpeace. Toutefois, Greenpeace autorise la reprise et/ou l'utilisation et/ou la diffusion des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sous réserve de la mention exacte de la source et uniquement à des fins universitaires, éducatives ou dans un cadre strictement non lucratif et de défense de l'intérêt général, et ce à condition que Lesdites utilisations ne contreviennent pas aux valeurs promues par Greenpeace. Il est à cet égard rappelé que Greenpeace est un réseau international d'organisations indépendantes qui agissent selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix, s'appuyant sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable.

Toute utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de ses contenus et/ou documents diffusés par Greenpeace est interdite, et notamment toute utilisation et/ou tentative d'utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de sa dénomination et/ou de ses logos et/ou de ses travaux, contenus et documents visant à ou étant susceptible de laisser penser à un lien, un soutien, un parrainage, une publicité, une approbation, un agrément de Greenpeace (notamment d'un produit, d'une personne, d'une entreprise, d'un parti politique, d'un·e candidat·e à une élection) sans son autorisation préalable expresse est prohibée.

Toutes utilisations à des fins commerciales, ou à des fins autres que celles répondant aux objectifs de Greenpeace, du nom et/ou de la notoriété de Greenpeace constituent en outre des actes fautifs.

Sommaire

INTRODUCTION	7
I. LE TERMINAL MÉTHANIER FLOTTANT DU HAVRE : UNE UTILITÉ NON DÉMONTRÉE	10
Comment la France s'approvisionne-t-elle en gaz ?	12
L'appel du gaz de schiste américain	13
Le gaz russe arrive toujours en France	14
Des capacités de regazéification suffisantes en France	16
Une consommation de gaz vouée à diminuer	19
L'argument de la solidarité européenne ne tient pas	20
Synthèse	24
II. À QUI PROFITE LE CRIME ? TOTALENERGIES À LA MANOEUVRE	25
Une stratégie de croissance dans le GNL commencée avant la guerre en Ukraine	27
Profiteurs de crise : des milliards de profits grâce au GNL	28
TotalEnergies : le GNL et la guerre en Ukraine rapportent gros	30
TotalEnergies mise sur une augmentation des exportations de gaz de schiste	32
Un lock-in dans le gaz et des investissements aux actifs toxiques	34
Gaz de schiste américain et GNL russe : TotalEnergies et la France jouent sur les deux tableaux	35
Synthèse	37
CONCLUSION	39
RECOMMANDATIONS	40
MÉTHODOLOGIE	42

Introduction

En 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché une crise énergétique en Europe, qui dépendait alors à 41%¹ du gaz russe pour sa sécurité énergétique.

Pour remplacer ce gaz russe qui arrivait par gazoduc, les États européens, sous l'impulsion de l'industrie et des lobbies du gaz et dans la panique générale, ont mis en place une stratégie de diversification des approvisionnements de gaz en se tournant principalement vers le gaz naturel liquéfié (GNL), notamment le gaz de schiste américain.

Les opérateurs d'infrastructures gazières, les négociants en énergie et les entreprises gazières ont assuré aux responsables politiques européens que l'augmentation vertigineuse des importations de gaz naturel liquéfié était la seule solution pour garantir la sécurité énergétique pour les décennies à venir².

Les importations européennes de GNL (Royaume-Uni inclus) ont ainsi bondi de 140%³ en 2022, et des investissements massifs dans de nouveaux contrats d'approvisionnements et dans de nouvelles infrastructures gazières ont vu le jour de façon non coordonnée et disproportionnée. Ces derniers auront pour conséquence de plonger l'Europe dans une dépendance au gaz de schiste américain. En s'enfermant ainsi dans le gaz fossile sur le long terme, l'Union européenne se met en contradiction avec ses propres engagements climatiques et politiques de transition énergétique⁴.

¹ Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>, (p. 11)

² Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>, (p. 25)

³ Greenpeace France, *À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine*, 2023, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/04/A-qui-profite-la-guerre-Resume-en-francais.pdf>, (p.1)

⁴ L'Union européenne s'est fixée comme objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990, dans le but d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Voir : Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 (« loi européenne sur le climat »), article 2.

Cette réponse européenne a conforté le développement de nombreux projets d'exportation de gaz fossile. En effet, devant cette aubaine de marché, les États-Unis, notamment, ont approuvé des projets qui, s'ils sont effectivement réalisés, doubleront la capacité d'exportation de gaz liquéfié du pays, qui atteindra 439 milliards de mètres cubes (bcm) par an d'ici à 2030, avec des émissions annuelles (tout au long de leur cycle de vie) équivalentes à celles de 393 millions de voitures⁵.

Cette course européenne au gaz de schiste américain est à contresens de la science du climat. En effet, elle encourage notamment l'extraction de toujours plus de gaz fossile, alors même que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a déclaré en 2021 qu'aucun nouveau projet fossile ne devrait voir le jour si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'Union européenne a fait le choix d'ignorer les impacts climatiques et environnementaux engendrés par la réorientation de sa politique énergétique, ainsi que les conséquences pour la santé des populations vivant à proximité des infrastructures gazières et des sites d'extraction de gaz de schiste. Une démonstration d'hypocrisie, alors même que de nombreux États européens comme la France ont interdit sur leur territoire les techniques d'extraction par fracturation hydraulique propres à la production de gaz de schiste.

La France : volte-face sur ses engagements climatiques

La France est entrée dans la course au GNL en devenant, en 2022, le 1^{er} importateur européen et mondial de gaz de schiste américain par GNL. Il semblerait que la future politique énergétique de l'UE — et donc a fortiori de la France — se poursuive dans cette direction, orientée vers toujours plus de gaz de schiste dans les années à venir⁶.

Le président Emmanuel Macron avait pourtant assuré en février 2022 que la France deviendrait en 30 ans la première grande nation à sortir des énergies fossiles. Or ses décisions politiques et économiques pour répondre à une crise énergétique sur le court terme semblent au contraire nous enfermer dans le gaz fossile.

⁵ Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>, (p.3)

⁶ WhiteHouse, Remarks by President Biden and European Commission President Ursula von der Leyen in Joint Press Statement, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/03/25/remarks-by-president-biden-and-european-commission-president-ursula-von-der-leyen-in-joint-press-statement/>

Un des symboles de cette politique à contresens des engagements climatiques de la France est incarné par l'installation d'une nouvelle infrastructure fossile : le terminal méthanier flottant du Havre (FSRU Cape Ann). Décidé à la hâte en août 2022, et bénéficiant de facilités règlementaires majeures⁷, ce terminal flottant affrété par TotalEnergies devrait être mis en service en septembre 2023 au Havre pour une durée de cinq ans. Alors que ce terminal est censé garantir la "sécurité d'approvisionnement" dans un contexte exceptionnel de crise énergétique, cette note de synthèse vise à interroger son utilité réelle, ainsi que les divers avantages octroyés à TotalEnergies pour son installation. Pour ce faire, ce rapport confronte les données des importations aux données de consommation et aux capacités de regazéification en France et en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine, afin de comprendre si ce terminal additionnel est réellement essentiel à la sécurité énergétique du pays.

Ce rapport est issu d'une collaboration avec le média d'investigation Disclose, qui publie en parallèle deux articles ([article 1](#) et [article 2](#)) sur les dessous de l'installation de ce terminal méthanier flottant au Havre.

⁷ France Nature Environnement, 2022,

<https://fne.asso.fr/actualites/terminal-methanier-du-havre-la-democratie-environnementale-dans-le-gaz>

I. Le terminal méthanier flottant du Havre : une utilité non démontrée

En réponse à la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement français a pris la décision⁸, en seulement quelques mois, d'installer un terminal méthanier flottant (ou Floating Storage Regasification Unit – FSRU) dans le port du Havre. Le régime juridique de ce dernier a été entériné par la loi pouvoir d'achat⁹ en août 2022 – avec pour objectif, selon les décideurs tout du moins, d'assurer la sécurité énergétique de la France¹⁰.

L'objectif d'un FSRU est d'accueillir du gaz naturel liquéfié (GNL) et de le regazéifier afin de l'injecter dans le réseau sous forme gazeuse. Celui du Havre servira à regazéifier jusqu'à cinq milliards de mètres cubes (bcm) de gaz par an pour l'injecter dans le réseau national français – voire 7,5 bcm lorsqu'utilisé à la pointe¹¹.

Ce FSRU sera affrété et opéré par une filiale de TotalEnergies, TotalEnergies LNG Services France (TELSF). TotalEnergies bénéficiera de 50% des capacités de regazéification du terminal grâce à une dérogation obtenue auprès de la Commission

⁸ “Gaz. Elisabeth Borne enterine la création d'un terminal méthanier au Havre”, *Paris Normandie*, 2022, <https://www.paris-normandie.fr/id319113/article/2022-06-23/gaz-elisabeth-borne-enterine-la-creation-dun-terminal-methanier-au-havre>

⁹ LegiFrance, 2022, Loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (1), <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046186723>

¹⁰ Conseil Constitutionnel, Observations du gouvernement sur la loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, 2022, https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/decisions/2022843dc/2022843dc_obs.pdf

¹¹ Consultation publique n°22-12 du 3 novembre 2022 relative à la demande d'exemption de la société TotalEnergies LNG Services France pour le terminal méthanier flottant du Havre

de régulation de l'énergie (CRE)¹², qui seront exploitées par une filiale du groupe immatriculée au Royaume-Uni — TotalEnergies Gas & Power Ltd —, dont l'activité consiste notamment à importer du GNL.

Officiellement, le GNL importé via ce FSRU proviendra “des principaux fournisseurs de l'Europe”, soit des États-Unis, de Norvège, d'Algérie, du Qatar, du Nigéria, d'Angola, ou encore d'Égypte¹³. Néanmoins, la Russie étant la deuxième source d'approvisionnement de GNL de la France en 2022 (derrière les États-Unis)¹⁴, et l'un des principaux marchés d'approvisionnement de TotalEnergies¹⁵, il est vraisemblable que le terminal importera également du GNL provenant de ce pays.

Le terminal du Havre a été promu par les autorités, ainsi que par TotalEnergies, comme étant une solution rapide et essentielle à la crise d'approvisionnement dont souffrirait la France suite à l'arrêt des livraisons de gaz russe par gazoduc. Pour cette raison, le terminal a bénéficié d'un régime administratif et juridique extrêmement favorable, le dispensant notamment d'une véritable étude environnementale avant sa mise en service, et réduisant le risque que des recours ne ralentissent son installation. De même, le régime économique octroyé au terminal par des dérogations de la CRE questionne, car il vise à transformer l'infrastructure — supposément essentielle à l'approvisionnement de la population française — en opération commerciale bénéfique (et aussi peu risquée que possible) pour TotalEnergies¹⁶, qui a pourtant annoncé des profits record¹⁷ sur l'année 2022.

Le terminal méthanier du Havre (FSRU) est justifié par les autorités françaises, ainsi que par TotalEnergies, comme un maillon essentiel à la sécurité

¹² Délibération n°2022-302 de la Commission de régulation de l'énergie du 24 novembre 2022 portant avis sur la demande d'exemption de la société TotalEnergies LNG Services France pour le terminal méthanier flottant du Havre, 24 novembre 2022

¹³ Préfecture de Seine-Maritime, Dossier de presse, Projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre, 2022, <https://www.seine-maritime.gouv.fr/contenu/telechargement/54005/347010/file/DossierPresseM%C3%A9thanierFlottantV2.pdf>

¹⁴ Institute for Energy Economics and Financial Analysis, IEEFA, <https://ieefa.org/european-lng-tracker>

¹⁵ International Group of Liquefied Natural Gas Importers, GIIGNL, Annual Report 2022, et Données extraites du terminal Bloomberg

¹⁶ TotalEnergies LNG Services France, Dossier de demande d'exemption pour l'unité flottante de stockage et de gazéification (FSRU) du Havre

¹⁷ “TotalEnergies affiche le bénéfice annuel le plus élevé de son histoire”, *Les Echos*, 2023, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/totalenergies-affiche-le-benefice-annuel-le-plus-eleve-de-son-histoire-1904557>

d'approvisionnement du pays, ainsi qu'un élément de contribution majeur à celle de ses voisins européens (notamment dans une zone comptant la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne)¹⁸.

Ainsi, afin de vérifier si ce terminal est bien nécessaire à l'approvisionnement de la France, ou s'il est en fait prévu qu'il contribue à l'exportation de gaz vers des voisins européens, il est nécessaire de :

- comprendre l'état des approvisionnements de gaz de la France ;
- évaluer les capacités de stockage et de regazéification actuelles sur le territoire ;
- analyser la consommation actuelle et à venir de la France ;
- analyser les capacités d'accueil de GNL de nos voisins européens.

Comment la France s'approvisionne-t-elle en gaz ?

En 2022, la France a importé **37,8 bcm** de gaz arrivés sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL)¹⁹ et **26,97 bcm** de gaz arrivés par gazoduc²⁰. La somme des entrées en France l'année passée s'élève ainsi à 64,77 bcm.

On peut donc en déduire que la France a démontré une capacité d'importation de 64,77 milliards de mètres cubes de gaz en 2022.

Selon les données du ministère de la Transition Écologique, le solde importateur de la France, c'est-à-dire *“les entrées physiques de gaz naturel sur le territoire (aux terminaux méthaniers pour le GNL, aux points d'interconnexion frontaliers du réseau*

¹⁸ TotalEnergies LNG Services France, Dossier de demande d'exemption pour l'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) du Havre, transmis à la ministre de la Transition énergétique le 20 octobre 2022 : *“Comme le montre la Figure ci-après, la capacité actuelle globale d'importation de gaz (dont le GNL) au périmètre d'une zone regroupant la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne est de 15 508 GWh/j.”* (p.9) ; *“L'équilibre entre l'offre et la demande de gaz se forme donc a minima sur la zone géographique constituée des territoires français, belge, néerlandais, allemand, italien et espagnol, zone dans laquelle la France joue un rôle pivot.”* (p.23)

¹⁹ Calculs Greenpeace France à partir de la somme des quantités re-gazéifiées quotidiennement (“daily send-out”) déclarées dans la base ALSI du GIE : <https://alsi.gie.eu/>

²⁰ ENTSOG Transparency Platform, data on physical flow into the EU27, <https://www.entsog.eu/>

de transport pour le gaz gazeux), nettes des volumes réexportés (gaz en transit)²¹ s'élève à **47,36 bcm**. Le pays aurait donc réexporté **17,41 bcm** en 2022.

Les importations françaises de gaz proviennent principalement de Norvège avec un total de 19,53 bcm²² (principalement arrivés par gazoduc), suivie des États-Unis et de la Russie.

L'appel du gaz de schiste américain

La deuxième source d'approvisionnement est le gaz qui provient des États-Unis — et nous arrive sous forme de GNL — dont la production de gaz était, en 2022, à plus de 90%²³ du gaz de schiste et du gaz de réservoir compact, qui sont extraits par fracturation hydraulique. L'augmentation des importations de GNL américain est une conséquence directe de la guerre en Ukraine et de la nécessité de remplacer le gaz russe. En 2022, la France a importé un volume total de 16,2 bcm de GNL en provenance des États-Unis ; à titre de comparaison, la France en avait importé 4,8 bcm en 2021 (2,5 bcm en 2020, 3,3 en 2019 et 0,5 en 2018)²⁴.

Ainsi, la France est devenue le premier importateur européen de GNL américain en 2022. En effet, l'Europe s'est rapidement tournée vers les États-Unis pour répondre à ses besoins en important 69,96 bcm de GNL en 2022²⁵. La France a représenté 23% de ces importations soit quasiment un quart, suivie par le Royaume-Uni (19%) et l'Espagne (17%).

²¹ Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, Données et études statistiques, Gaz naturel, approvisionnement et consommation en France, en TWh PCS, Liste de variables, 2. Solde importateur de gaz naturel (en TWh PCS).

²² Ministère de la Transition Écologique et de la Transition des Territoires, 2023, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=datafile&datafileRid=eec25559-0868-4772-8bb5-eeea602baa27&datafile Millesime=2023-03%20> ; Importations de Gaz naturel de Norvège (QIMP NOR_Gaz).

²³ US Energy Information Administration (EIA), Where our natural gas comes from, 2023, <https://www.eia.gov/energyexplained/natural-gas/where-our-natural-gas-comes-from.php>. Calculs Greenpeace à partir des données du dernier graphique. 31,62 TCF sur 36,47 TCF, soit 86,7%.

²⁴ Données de l'administration pour l'information sur l'énergie des États-Unis (U.S. Energy Information Administration), U.S. Liquefied Natural Gas Exports by Vessel to France : https://www.eia.gov/dnav/ng/ng_move_expc_s1_a.htm

²⁵ Données de l'administration pour l'information sur l'énergie des États-Unis (U.S. Energy Information Administration), U.S. Natural Gas Exports and Re-Exports by Country : https://www.eia.gov/dnav/ng/ng_move_expc_s1_a.htm. Calculs Greenpeace à partir des volumes exportés vers des pays européens.

La transformation de l'Europe en un marché d'exportation majeur pour le GNL américain était un objectif stratégique pour les deux parties depuis plusieurs années. Lors du huitième Conseil de l'énergie entre les États-Unis et la Commission européenne²⁶ en 2018, Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, et le président Donald Trump avaient convenu de renforcer la coopération stratégique entre l'Union européenne et les États-Unis dans le domaine de l'énergie. Dans le cadre de cet effort, l'UE augmenterait ses importations de GNL en provenance des États-Unis afin d'améliorer la diversification et la sécurité de son approvisionnement énergétique.

Néanmoins, la menace de l'arrêt des exportations russes de gaz vers l'Union européenne a donné un coup d'accélérateur à cette initiative et, dès mars 2022, le président américain Joe Biden²⁷ a annoncé que 15 milliards de mètres cubes (bcm) de GNL américain supplémentaires seraient immédiatement redirigés et livrés à l'UE, puis 50 bcm additionnels d'ici à 2030.

Le gaz russe arrive toujours en France

Historiquement fournisseur majeur de l'Union européenne en gaz, la Russie a considérablement réduit ses flux de gaz naturel par le gazoduc Nord Stream en 2022.

En 2021, l'Europe avait importé 153 bcm de gaz (par gazoduc) depuis la Russie sur un volume total de 373 bcm, soit 41% de ses importations. Compte tenu des conséquences de l'invasion de l'Ukraine, et notamment du sabotage de Nord Stream, les importations européennes de gaz russe par gazoduc ont chuté à 67 bcm en 2022, et ne représentaient plus que 19% des importations totales de gaz de l'Europe²⁸. Néanmoins, une grande quantité de gaz russe continue d'arriver par GNL, et quand

²⁶ European Commission, EU-U.S. Joint Statement of 25 July : European Union imports of U.S. Liquefied Natural Gas (LNG) are on the rise, 2018, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_18_4920

²⁷ WhiteHouse, Remarks by President Biden and European Commission President Ursula von der Leyen in Joint Press Statement, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/03/25/remarks-by-president-biden-and-european-commission-president-ursula-von-der-leyen-in-joint-press-statement/>

²⁸ Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>, (p. 21)

bien même la quantité globale d'importations russes a chuté, les approvisionnements en GNL russe, venant principalement de Sibérie, ont augmenté de 12%²⁹.

Et la France ne fait pas exception car selon les données du ministère de la Transition³⁰, 10,58 bcm de gaz russe ont été importés en 2022 contre 13,42 bcm en 2021. En termes de volume global, il n'y a donc pas de chute considérable des importations de gaz russe. A l'instar de l'Union européenne³¹, la France a importé plus de GNL russe en 2022 qu'en 2021 : 7,43 bcm³² contre 4,68 bcm³³.

Le gaz russe qui arrivait en France par gazoduc transitait via l'Allemagne³⁴. Or, selon les données de l'ENTSO³⁵, en 2022, 1,46 bcm de gaz sont arrivés en France par l'Allemagne. On observe d'ailleurs un arrêt presque total des importations de gaz d'Allemagne vers la France à partir de fin août 2022, ce qui correspond à la fin de l'utilisation de Nord Stream.

Il s'agit donc d'une quantité négligeable à remplacer et il convient de questionner l'utilité de la mise en place d'un nouveau terminal flottant (FSRU) car selon les données que nous avons à disposition, la France serait parfaitement en capacité d'accueillir ces volumes de gaz via les installations déjà en place sur le territoire.

Ainsi nous pouvons d'ores et déjà relever deux paradoxes :

1) Alors que l'installation de nouveaux terminaux d'importation de GNL en Europe, telle que le méthanier flottant du Havre en France, est promue comme une solution pour se sortir de la dépendance russe, cela ne semble

²⁹ Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), European LNG tracker, <https://ieefa.org/european-lng-tracker>

³⁰ Ministère de la Transition Écologique et de la Transition des Territoires, 2023, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=datafile&datafileRid=eec25559-0868-4772-8bb5-eeee602baa27&datafileMillesime=2023-03> ; QIMPRUS_GAZ

³¹ NB: les données présentées proviennent de sources différentes ce qui permet d'avoir des ordres de grandeur pour comprendre l'état de nos approvisionnements. Les données du Ministère n'étant pas complètes, nous avons dû consulter les données des opérateurs et des bases de données EU.

³² Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), European LNG tracker, <https://ieefa.org/european-lng-tracker>

³³ Bloomberg L.P, Bloomberg Terminal, LNG Journeys, Russia to France

³⁴ GRTGaz, Point de situation sur les conséquences de la crise russo-ukrainienne sur le réseau de gaz en France, <https://www.grtgaz.com/medias/actualites/point-situation-consequences-crise-russo-ukrainienne-reseau-gaz-france>

³⁵ ENTSOG Transparency Platform, <https://www.entsog.eu/>, data on physical flow into the EU27

pas du tout démontré par la réalité des importations de 2022 : malgré l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les importations de GNL russe ont bien augmenté en 2022 et rien ne garantit que le terminal du Havre ne soit pas utilisé pour importer du GNL en provenance de Russie. En effet, cette dernière représente toujours une source d'approvisionnement importante pour TotalEnergies.

- 2) Compte tenu du fait que seuls 1,46 bcm³⁶ de gaz sont arrivés d'Allemagne vers la France en 2022 — et que c'est bien via l'Allemagne que transite le gaz russe arrivant par gazoduc —, les quantités de gaz russe que la France a importées en 2022 sont très faibles. Il n'apparaît alors pas du tout indispensable de mettre en œuvre un terminal supplémentaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement française.**

Des capacités de regazéification suffisantes en France

Les données des importations doivent être évidemment mises en perspective avec nos capacités de regazéification et le taux d'utilisation de nos infrastructures de regazéification afin de comprendre si nous sommes en capacité d'absorber le différentiel qui arrivait par gazoduc de Russie.

Pour ce qui est des capacités d'importation de GNL, la France dispose déjà de quatre terminaux méthaniers terrestres :

- **Dunkerque**, détenu par Fluxys, AXA, Crédit agricole, IPM et Samsung Asset Management³⁷, exploité par Gaz-Opale, filiale de Dunkerque LNG et de Fluxys³⁸.

³⁶ ENTSOG Transparency Platform, <https://www.entsog.eu/>, data on physical flow into the EU27

³⁷ Fluxys, Fluxys devient l'actionnaire de référence du terminal GNL de Dunkerque, 2018, https://www.fluxys.com/fr/press-releases/fluxys-group/2018/181030_press_core_shareholder_dunkirk

³⁸ Fluxys, Dunkerque LNG infrastructure, <https://www.fluxys.com/fr/company/dunkerque-lng/infrastructure>

- **Montoir-de-Bretagne**, détenu et exploité par Elengy³⁹ (filiale d'Engie via GRTGaz).
- **Fos Cavaou**, détenu et exploité par Fosmax LNG⁴⁰ (filiale d'Elengy).
- **Fos Tonkin**, détenu et exploité par Elengy⁴¹.

Selon les différentes sources consultées, nos capacités annuelles de regazéification sont les suivantes:

- 1) Selon les données de GLE Investment Database mise en ligne par Gas Infrastructure Europe (GIE)⁴² (révisée en octobre 2019) qui représentent les opérateurs gaziers européens, ces terminaux auraient eu en 2022 la capacité de regazéifier : 39,5 bcm de gaz notamment suite à des travaux d'agrandissement.
- 2) Selon une autre base de données du GIE (plus spécifiquement Gas LNG Europe, LNG Import Terminals Map Database⁴³, actualisée en octobre 2022) la France dispose d'une capacité de regazéification de 37 bcm de gaz également grâce à des travaux d'agrandissements.
- 3) Enfin, si l'on s'en réfère aux données quotidiennes de la base de données ALSI (Aggregated LNG Storage Inventory)⁴⁴ mise en ligne par le GIE et si l'on additionne les capacités de regazéification quotidiennes déclarées⁴⁵ par les opérateurs gaziers en 2022, on obtient au total pour cette année une capacité de regazéification de : **46,96 bcm** (ces capacités maximales sont concordantes

³⁹ Elengy, Notre histoire, <https://www.elengy.com/nous-sommes/histoire>

⁴⁰ Elengy, Le terminal méthanier de Fos Cavaou, <https://www.elengy.com/implantations/terminal-methanier-fos-cavaou>

⁴¹ Elengy, The Fos Tonkin LNG terminal, <https://www.elengy.com/en/our-locations/fos-tonkin-lng-terminal>

⁴² Gas infrastructure Europe, GIE, LNG investment database, <https://www.gie.eu/transparency/databases/lng-investment-database/>

⁴³ Gas Infrastructure Europe, GIE, LNG database, <https://www.gie.eu/transparency/databases/lng-database/>

⁴⁴ Aggregated LNG Storage Inventory, Alsi-GIE, <https://alsi.gie.eu>. L'inventaire agrégé du stockage de GNL (ALSI) est une plateforme publique qui met à disposition des données opérationnelles agrégées des terminaux GNL de l'UE. L'ALSI comprend des informations quotidiennes au niveau des installations, couvrant toute la capacité de regazéification du GNL en service dans l'UE, renseignées par les membres du GIE, soit des opérateurs gaziers (en France: Elengy, Fosmax, Dunkerque LNG).

⁴⁵ Pour chaque terminal, ces nombres ont été obtenus en additionnant la capacité quotidienne de regazéification ("DTRS", soit "declared total reference send-out" ou "send out capacity") renseignée, tous les jours de l'année 2022, dans la base de données du GIE (calculs Greenpeace France).

avec celles renseignées par TotalEnergies pour ce qui est des capacités des terminaux français dans le document de projet que l'entreprise a présenté à la CRE⁴⁶).

Ainsi, alors que l'équivalent de 37,8 bcm de gaz furent importés sous forme de GNL en France en 2022, il apparaîtrait que les terminaux de GNL n'aient pas été utilisés à leur pleine capacité pendant cette année de crise. En effet, selon les capacités quotidiennes déclarées par les opérateurs gaziers, l'équivalent de 46,96 bcm de gaz aurait pu être regazéifié en 2022.

Il est à noter également que selon différents opérateurs, de nouveaux projets d'extension sont prévus dans les terminaux français existants, comme à Fos Cavaou où GRTgaz indique⁴⁷ une augmentation des capacités de 3 bcm en 2024 ou à Dunkerque où il est indiqué qu'*un accroissement des capacités d'injection à partir du terminal méthanier de Dunkerque LNG est prévu prochainement.*

Le réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSOG) intègre également des plans d'agrandissement de Montoir et de Fos Cavaou dans la liste⁴⁸ de futurs projets.

Il n'est pas clair de la part du gouvernement si tous ces projets d'extension vont bien avoir lieu mais il est légitime de se demander si le terminal du Havre, a priori prévu pour cinq ans, ne cache pas un objectif d'augmenter les capacités d'importation de gaz naturel liquéfié en France à plus long terme – alors même que leur nécessité n'est pas démontrée au vu de la situation énergétique.

Pour ce qui est du taux d'utilisation de nos terminaux de regazéification, ces derniers **ne semblent pas avoir atteint leur capacité maximum en 2022 – et sont restés sous-utilisés entre janvier et fin mai 2023** – si l'on se réfère aux données rapportées⁴⁹ jour par jour par les opérateurs gaziers.

⁴⁶ TotalEnergies LNG Services France, Dossier de demande d'exemption pour l'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) du Havre, demande déposée le 20 octobre 2022

⁴⁷ GRTgaz, GRTgaz constate un arrêt du flux physique entre la France et l'Allemagne, <https://www.grtgaz.com/medias/actualites/reduction-flux-gaz>

⁴⁸ ENTSOG, TYNDP 2022 List of projects – LNG, <https://www.entsog.eu/sites/default/files/2022-11/TYNDP%202022%20List%20of%20projects-%20update%20after%20adhoc%20collection.xlsx>

⁴⁹ Aggregated LNG Storage Inventory, Alsi-GIE, <https://alsi.gie.eu/>. Pour chaque terminal, ces taux quotidiens d'utilisation ont été obtenus en rapportant la somme des quantités re-gazéifiées chaque jour (“send out”) aux

Ainsi, si la France a véritablement souffert d'une crise d'approvisionnement de gaz en 2022 — justifiant la nécessité d'installer un nouveau terminal flottant du Havre — il semble étonnant que les capacités des terminaux existants, notamment ceux de Dunkerque et Fos Tonkin, aient été sous-utilisées.

Une consommation de gaz vouée à diminuer

Afin de déterminer si la France se trouve dans une situation de crise en matière de sécurité d'approvisionnement, il convient de regarder combien de gaz est consommé par rapport à la quantité qu'il est à date possible d'importer (soit comme démontré plus haut 64,77 bcm sans les exportations et 47,36 bcm après exportations en 2022).

En 2022, selon les données du MTE⁵⁰, la quantité de gaz consommée en France était de **43,57** bcm, contre **48,29** bcm en 2021. Ainsi, la consommation de gaz en 2022 a diminué de **9,7%** par rapport à 2021. La part la plus importante de consommation de gaz est celle du résidentiel, suivie de peu par l'industrie.

Cette baisse observée s'explique par une réduction de la consommation dus aux “efforts de sobriété”, ainsi qu'aux températures hivernales relativement élevées. Néanmoins, il faut rappeler que l'hiver 2022-2023 a aussi été marqué par l'indisponibilité importante du parc nucléaire français.

Tous les scénarios de consommation consultés (Perspectives Gaz 2020⁵¹, ADEME/CRE⁵²) se basent sur une réduction de la consommation de gaz dans les années à venir. Cette réduction est rendue nécessaire par les engagements climatiques de la France.

capacité quotidienne de regazéification (“DTRS”, soit “declared total reference send-out” ou “send out capacity”) renseignées, tous les jours de l'année 2022, ainsi du 1er janvier au 31 mai 2023, dans la base de données du GIE.

⁵⁰ Ministère de la Transition Écologique et de la Transition des Territoires, Consommation totale de gaz naturel, 2023, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=datafile&datafileRid=eec25559-0868-4772-8bb5-eeea602baa27&datafileMillesime=2023-03>

⁵¹ Rapport Perspectives Gaz 2020 (2020 - 2030) élaboré par les gestionnaires de réseaux de gaz (GRDF, GRTgaz, Téréga et le SPEGNN), <https://www.grtgaz.com/sites/default/files/2021-06/Rapport-perspectives-gaz-2020.pdf>

⁵² Commission de régulation de l'énergie (CRE), *Avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050, dans un contexte d'atteinte de la neutralité carbone*, 2023, <https://www.cre.fr/content/download/27073/file/Rapport%20avenir%20des%20infras%20gazi%C3%A8res.pdf>

En outre, les États membres de l'Union européenne ont renouvelé l'objectif volontaire de réduction de la consommation de gaz de 15% d'ici à mars 2024, objectif qui pourrait devenir obligatoire dans un contexte de tension énergétique⁵³.

Il semble donc que les tendances et perspectives à court et long termes montrent une baisse de la consommation de gaz et que nos capacités d'importations peuvent d'ores et déjà y répondre.

Autre élément permettant d'interroger la réalité d'un risque de pénurie : à la fin de l'hiver 2023, les stocks de gaz en France avaient déjà atteint un niveau plus important qu'à la même période sur une moyenne 2017-2021 ou qu'en 2022 – comme le montrent les données de GRTGaz⁵⁴.

Par ailleurs, les données mises en ligne par le ministère corroborent bien cette situation positive quant aux stocks de gaz en France. En effet, si l'on prend les données de stockage de gaz (forme gazeuse et GNL) en France, on obtient les volumes suivants pour les années passées à la fin du mois de décembre de chaque année respective : en 2020 : 10,4 bcm (101 645 TWh); en 2021 : 8,54 bcm (83,394 TWh) et en 2022 : 12,53 bcm (122,439 TWh)⁵⁵ – soit un niveau de remplissage avoisinant les 100%.

Ces chiffres prouvent que la situation des stocks de gaz en France à la fin de l'année 2022 était plus favorable qu'à la fin de l'année 2021 et 2020, et ce sans terminal méthanier flottant au Havre et malgré la guerre en Ukraine.

⁵³ Commission Européenne, Les États membres décident de prolonger l'objectif volontaire de réduction de 15% de la demande de gaz, 2023, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/03/28/member-states-agree-to-extend-voluntary-15-gas-demand-reduction-target/>

⁵⁴ GRTGaz, Rendez-vous Client 2023, https://www.grtgaz.com/sites/default/files/2023-04/rendez-vous-clients-2023_0.pdf

⁵⁵ Ministère de la Transition Écologique et de la Transition des Territoires, Stocks (gaz gazeux + GNL) utiles fin de mois, 2023, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=datafile&datafileRid=eec25559-0868-4772-8bb5-eeea602baa27&datafileMillesime=2023-03>

L'argument de la solidarité européenne ne tient pas

La nécessité d'investir dans l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre (FSRU) pour répondre à la crise énergétique n'est pas démontrée si l'on s'en réfère aux diverses données consultées. En effet, suite à l'analyse de nos capacités d'importations, de nos capacités de regazéification, du taux d'utilisation de nos infrastructures, de nos capacités de stockage et de notre consommation qui tend les prochaines années à diminuer, la France est tout à fait capable à ce jour de répondre aux besoins énergétiques du pays pendant la crise énergétique et n'a nul besoin d'infrastructures supplémentaires.

La France justifie également la mise en service de ce terminal en insistant sur la nécessité de répondre aux besoins énergétiques de ses voisins européens tels que l'Allemagne. Néanmoins, comme nous l'avons démontré dans notre rapport⁵⁶ "À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine", publié en avril 2023, les pays européens sont en train de développer massivement leurs propres capacités et infrastructures gazières, à tel point qu'ils sont entrés dans une logique d'enfermement dans le gaz fossile sur le long terme en complète contradiction avec les engagements climatiques et les objectifs de sortie du gaz fossile d'ici 2035.

En effet huit terminaux de gaz liquéfié sont en construction en Europe et 38 autres ont été proposés. Ces installations de nouveaux terminaux, ou extensions de terminaux existants, concernent notamment les voisins européens de la France.

⁵⁶ Greenpeace France, *À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine*, 2023, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/04/A-qui-profite-la-guerre-Resume-en-francais.pdf> (p. 21)

Le cas de l'Allemagne est sans commune mesure : le pays va mettre en service six FSRU^{57, 58, 59, 60, 61} entre 2022 et 2023 ce qui lui permettra de disposer d'une nouvelle capacité de 36 bcm/an à la fin 2023⁶² et d'ajouter via des extensions et terminaux terrestres 49,3 bcm/an de capacités additionnelles d'ici 2026.

Ces nouvelles capacités d'importations de GNL sont à additionner avec le gaz importé par gazoduc de Norvège (48,58 bcm⁶³ en 2022) et des Pays-Bas (25,7 bcm⁶⁴). L'Allemagne aurait donc à fin 2023 un approvisionnement stable de 110,3 bcm – une quantité de plus de 20 bcm supérieure à sa consommation fin 2022 qui était autour de 86,75 bcm⁶⁵. À ces quantités s'ajoutent la production de biogaz, la baisse de la consommation prévue et le fait que la Belgique devrait continuer à exporter du gaz en Allemagne, le pays ayant également développé une surcapacité de GNL⁶⁶. L'Allemagne devrait donc pouvoir satisfaire sa propre demande, et même exporter des quantités considérables à ses voisins européens de l'est : d'ailleurs, selon l'agence fédérale des réseaux allemande, au 6 janvier 2023, les stocks étaient remplis à un niveau “anormalement élevé”⁶⁷.

⁵⁷ Bundesregierung, Political Declaration Franco-German Solidarity, 2022, <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/975228/2145790/cab95eaf6ef9e1a50baabb873766dafd/2022-11-25energie-solidaritaet-dt-fr-data.pdf?download=1>

⁵⁸ Global Energy Monitor, *Europe Gas Crisis 2022 — LNG Project Announcements, Proposals and Developments*, 2023, <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1IuA0Bh4zZHL6S6qfKgrxmizfZpc62pd-ay1dz5VD634/edit#gid=1559584149>

⁵⁹ UNIPER, FSRU for Germany's first LNG terminal reaches Wilhelmshaven, 2022, <https://www.uniper.energy/news/fsru-for-germanys-first-lng-terminal-reaches-wilhelmshaven>

⁶⁰ “Deutsche ReGas launches Germany's second LNG import terminal”, *LNGprime*, 2023, <https://lngprime.com/europe/deutsche-regas-launches-germanys-second-lng-import-terminal/70830/>

⁶¹ “Germany's Third LNG Import Terminal Receives First LNG Tanker”, *The Maritime Executive*, 2023, <https://maritime-executive.com/article/germany-s-third-lng-import-terminal-receives-first-lng-tanker>

⁶² Global Energy Monitor, *Europe Gas Crisis 2022 — LNG Project Announcements, Proposals and Developments*, 2023, <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1IuA0Bh4zZHL6S6qfKgrxmizfZpc62pd-ay1dz5VD634/edit#gid=1559584149>

⁶³ Bundesnetzagentur, Gasimporte, https://www.bundesnetzagentur.de/DE/Gasversorgung/aktuelle_gasversorgung/_svg/Gasimporte/Gasimporte.html;jsessionid=F4E72CDF731FD8353D449FCE08FF5E46

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ “Germany's gas consumption and imports declined in 2022”, *EnerData*, 2023, <https://www.enerdata.net/publications/daily-energy-news/germanys-gas-consumption-and-imports-declined-2022.html>

⁶⁶ Institute for Energy Economics and Financial Analysis, IEEFA, <https://ieefa.org/european-lng-tracker>

⁶⁷ Bundesregierung, Bundesnetzagentur veröffentlicht Zahlen zur Gasversorgung, 2022, https://www.bundesnetzagentur.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2023/20230106_RueckblickGasversorgung.html

L'évolution des capacités allemandes n'a pas du tout été prise en compte dans la décision de la France d'installer le FSRU du Havre car même TotalEnergies⁶⁸ a considéré que l'Allemagne n'avait aucune capacité d'importation de GNL dans son dossier de demande d'exemption auprès de la CRE.

Les pays européens sont en train d'augmenter les capacités d'importation de gaz liquéfié de 227⁶⁹ milliards de mètres cubes par an dans les années à venir, ce qui équivaut à doubler la capacité actuelle d'importation de GNL.

Ce développement des infrastructures en Europe semble irrationnel. Les décideurs européens, aveuglés par la panique créée par l'invasion russe de l'Ukraine et craignant pour la sécurité d'approvisionnement de l'Europe, ont externalisé l'analyse des prévisions du marché de l'énergie aux opérateurs gaziers qui poussent pour la construction de nouveaux terminaux, en mode accéléré. Les rapports indiquant que les terminaux GNL européens fonctionnent à plein régime en 2022 surestiment le taux d'utilisation réel de ces terminaux⁷⁰.

Ainsi, les raisons évoquées par le gouvernement français pour justifier de la mise en service d'un nouveau terminal méthanier affrété par TotalEnergies au Havre pour les cinq prochaines années ne semblent ni correspondre aux besoins énergétiques de la France, ni aux besoins de nos voisins européens qui sont en train de se doter eux mêmes de capacités supplémentaires largement surdimensionnées.

Il est également important de noter qu'après avoir régulièrement expliqué la nécessité du terminal du Havre par le besoin de répondre à l'arrêt des importations de gaz russe⁷¹, les autorités françaises ont finalement justifié sa mise en oeuvre par le risque d'indisponibilité du gazoduc Franpipe⁷², qui relie la France à la Norvège.

⁶⁸ TotalEnergies LNG Services France, Dossier de demande d'exemption pour l'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) du Havre, p.10

⁶⁹ Global Energy Monitor, *When is enough, enough?*, 2022, <https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2022/12/GEM-EU-LNG-Briefing-2022.pdf>

⁷⁰ Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>

⁷¹ Conseil Constitutionnel, Présentation de issue de la réunion publique sur le futur terminal méthanier flottant du Havre (Préfet de la Seine-Maritime), 2022, https://www.conseil-constitutionnel.fr/sites/default/files/as/root/bank_mm/decisions/2022843dc/2022843dc_obs.pdf

⁷² LegiFrance, Arrêté du 13 mars 2023 fixant les objectifs de mise en service, de maintien en exploitation et de capacités de traitement de gaz naturel liquéfié pour le projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre porté par TotalEnergies LNG Services France, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047311008>

Cet argument n'est pas non plus fondé, les 5 bcm de gaz du terminal méthanier flottant du Havre ne permettront pas de compenser les 20 bcm reçus de Norvège. De plus, le terminal méthanier flottant du Havre est censé être temporaire, pour une durée de cinq ans, alors que cet argument lié au gazoduc Franpipe semble être une vision à plus long terme en cas d'incident.

Cet argument est agité par le gouvernement alors qu'il n'y a absolument aucune raison justifiée de craindre l'indisponibilité de ce gazoduc. Par ailleurs, comme vu plus haut, la France dispose d'une marge importante d'approvisionnement en gaz naturel par rapport à sa consommation, donc une interruption de courte durée du gazoduc n'aurait pas d'impact majeur. Une indisponibilité plus longue n'a aucune raison d'advenir – et le cas échéant, la France pourrait s'approvisionner auprès de ses voisins européens.

Synthèse

En conclusion, suite à l'analyse de ces différentes données, nous pouvons conclure que notre capacité d'importation s'élève à 64,77 bcm (pour laquelle la France a exporté environ 17,41 bcm en 2022) et une consommation à hauteur de 43,57 bcm en 2022. Bien que la consommation de gaz française ait dû amorcer une baisse considérable en 2022, celle-ci n'est que la prémisse des évolutions nécessaires de réduction compte tenu des enjeux climatiques et des différents scénarios étudiés.

Aussi, les différentes données consultées démontrent que la France détient des capacités de regazéification et un taux d'utilisation suffisants, avec une situation des stocks français qui semble très favorable à ce stade pour appréhender l'hiver 2023-2024.

Il semble donc que la France bénéficie d'une marge de manœuvre adaptée pour répondre à ses besoins et qu'elle ne se trouve pas dans une situation de crise d'approvisionnement qui justifierait l'installation d'un terminal méthanier flottant au Havre. De plus, les voisins européens de la France sont également en cours de sur-développement des capacités de regazéification et ne semblent pas avoir besoin de la mise en service d'un FSRU qui réceptionnera 5 bcm de GNL pour assurer leurs approvisionnements.

De plus, alors que le terminal méthanier flottant du Havre est promu par le gouvernement pour son caractère provisoire, GRTGaz semble déjà étudier les possibilités pour étendre les capacités d'importation de GNL en France bien au-delà de ces 5 ans. Selon le plan décennal 2022-2031 de GRTGaz⁷³, l'entreprise prévoit le développement :

- d'un terminal méthanier à Antifer en remplacement à terme du FSRU du Havre,
- d'un second FSRU à Antifer en complément du FSRU du Havre,
- d'un terminal méthanier en complément du FSRU du Havre.

⁷³ GRTGaz, Plan Décennal de développement 2022-2031, 2023, <https://www.grtgaz.com/sites/default/files/2023-04/Plan-Decennal-de-Developpement-2022-2031.pdf> (page 62)

Ces projets représentent un investissement potentiel de 1,6 milliards d'euros, et ce malgré le besoin urgent de sortir des énergies fossiles et d'investir dans la transition énergétique.

Il est donc légitime de se demander pourquoi la France a, dans la précipitation, pris cette décision qui ne semble pas indispensable à la sécurité des approvisionnements.

Pour mieux comprendre ce choix politique, il est important de considérer la façon dont le gouvernement s'entoure pour sa prise de décision et l'influence des lobbies du gaz comme TotalEnergies.

II. À qui profite le crime ?

TotalEnergies à la manœuvre

Comme mentionné précédemment, la frénésie de l'Europe pour le GNL a été encouragée par l'industrie et les lobbies du gaz.

Les opérateurs gaziers ont, dès février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mis en place une “stratégie du choc⁷⁴” avec un nouveau récit autour du gaz naturel liquéfié comme solution miracle, passant ainsi du gaz utile à la “transition énergétique” au gaz indispensable à la “sécurité énergétique”. Ils ont cyniquement profité de la guerre pour effrayer les gouvernements et les pousser à investir de façon vertigineuse dans les importations de gaz et le développement des infrastructures gazières, comme c'est le cas en France.

Pour comprendre les intérêts de ces opérateurs, nous nous sommes penchés sur le cas de TotalEnergies en France.

Dans sa déclaration d'intérêts pour l'année 2022⁷⁵, TotalEnergies confirme d'ailleurs être intervenu auprès de la Première ministre et des ministères de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer afin d'influencer le projet de loi pouvoir d'achat pour *encourager la simplification des procédures pour accélérer la mise en production d'un terminal méthanier flottant au Havre compte tenu de la gravité de la crise énergétique.*

Il s'agit de démontrer que le groupe avait tout intérêt à ce que le gouvernement français prenne la décision d'installer un nouveau terminal méthanier flottant au Havre, même si son utilité ne semble pas avérée pour la sécurité des

⁷⁴ Greenpeace France, *À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine*, 2023, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/04/A-qui-profite-la-guerre-Resume-en-francais.pdf>, (p. 5)

⁷⁵ Haute autorité pour la transparence de la vie publique, HATVP, Fiche organisation : TotalEnergies, <https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=542051180##>

approvisionnements. Plus encore, ce FSRU au Havre affrété par le groupe constitue un maillon de la chaîne bien huilée de la stratégie GNL de TotalEnergies.

TotalEnergies est un des acteurs majeurs de cette industrie ; il serait le deuxième acteur de GNL dans le monde, selon ses propres dires⁷⁶. Le groupe est présent sur l'ensemble de la chaîne du GNL :

- 1) **En amont** : grâce à des opérations d'extraction de gaz de schiste par fracturation hydraulique comme pour le projet Barnett Shale⁷⁷ aux États-Unis, qui est considéré comme une bombe carbone⁷⁸;
- 2) **Dans la liquéfaction** : grâce à ses participations dans des usines de liquéfaction situées dans les principales zones de production comme à Yamal en Russie et aux États-Unis où TotalEnergies détient 16,6% du terminal de liquéfaction et d'exportation Cameron LNG et où il prévoit de participer au projet d'extension de ce terminal, Cameron LNG 2⁷⁹.
- 3) **Dans le transport**, avec une flotte de méthaniers (deux FSRU, dont le Cape Ann qui doit être mis en service au Havre) ainsi que des droits de passage dans des terminaux de regazéification en Europe⁸⁰.
- 4) **Dans la regazéification**, avec des parts dans plusieurs terminaux européens. TotalEnergies disposait en 2022 d'une capacité annuelle d'environ 20 bcm de regazéification dans l'Union européenne⁸¹ (soit près de la moitié

⁷⁶ TotalEnergies, TotalEnergies acteur intégré de la chaîne du GNL, <https://totalenergies.com/fr/infographies/totalenergies-acteur-integre-de-la-chaîne-du-gnl>

⁷⁷ TotalEnergies, A world-class integrated LNG portfolio, 2022, https://totalenergies.com/system/files/documents/2022-09/TotalEnergies_2022_Strategy_and_Outlook_LNG_focus_presentation.pdf

⁷⁸ Kjell Kühne, Nils Bartsch, Ryan Driskell Tate, Julia Higson, André Habet, Carbon Bombs — Mapping key fossil fuel projects, *ELSEVIER — Energy policy*, Volume 166, 07/2022, 11295, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421522001756#appsec1>

⁷⁹ TotalEnergies, United States: Launch of Cameron LNG Expansion to Increase Liquefied Natural Gas Production, 2022, <https://totalenergies.com/media/news/press-releases/united-states-launch-cameron-lng-expansion-increase-liquefied-natural-gas>

⁸⁰ TotalEnergies, Total finalise l'acquisition du business amont GNL d'Engie et devient le N°2 mondial du gaz naturel liquéfié, 2018, <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués/total-finalise-l'acquisition-du-business-amont-gnl-d'engie-et-devient-le-ndeg2-mondial-du-gaz-naturel>

⁸¹ International Group of Liquefied Natural Gas Importers, GIIGNL, Annual Report 2022, <https://giignl.org/document/giignl-2022-annual-report/>

de la consommation française de gaz). Depuis le début de la guerre en Ukraine, s'est ajouté aux capacités de regazéification de TotalEnergies le FSRU livré à l'Allemagne (terminal de Lubmin)⁸². Le groupe a également réservé 50% des capacités de regazéification du FSRU Cape Ann au Havre.

- 5) **Dans le trading** : le groupe est le 3^e vendeur mondial de GNL⁸³. Outre les terminaux où Total détient des parts, l'entreprise acquiert aussi de larges volumes auprès de projets GNL au sein desquels elle n'a pas d'actifs (surtout aux États-Unis), pour les revendre à des industriels ou des énergéticiens au prix fort.
- 6) Et enfin **dans la distribution** aux clients finaux.

Une stratégie de croissance dans le GNL commencée avant la guerre en Ukraine

Le positionnement de TotalEnergies sur le marché du GNL remonte à plusieurs années. En effet, Total a repris les activités GNL d'Engie en 2018 — et notamment ses parts dans le terminal d'exportation Cameron LNG⁸⁴ — ce qui coïncide avec le renforcement de la coopération entre l'UE et les États-Unis pour les exportations de GNL américain vers l'Europe. TotalEnergies avait bien identifié le potentiel du GNL et ses débouchés et a donc tout intérêt à ce que les exportations de GNL américain augmentent et arrivent en Europe.

⁸² TotalEnergies, Allemagne: Mise en service de l'unité flottante de regazéification de GNL livrée par TotalEnergies au terminal de Lubmin, 2023, <https://services.totalenergies.fr/qui-sommes-nous/presse/allemande-service-lunite-flottante-regazefication-gnl-totalenergies>

⁸³ TotalEnergies, Le gaz naturel énergie de transition, <https://totalenergies.com/fr/compagnie/offre-multi-energies-decarboree/gaz-naturel>

⁸⁴ TotalEnergies, Total finalise l'acquisition du business amont GNL d'Engie et devient le numéro 2 mondial du gaz naturel liquéfié, 2018, <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués/total-finalise-lacquisition-du-business-amont-gnl-dengie-et-devient-le-ndeg2-mondial-du-gaz-naturel>

En effet, en 2022, les États-Unis ont exporté 56,81 bcm de GNL vers l'UE⁸⁵, comptant pour plus de 42%⁸⁶ des importations de GNL au sein de l'Union européenne, devenant ainsi le premier exportateur de GNL en Europe.

L'Europe est ainsi devenue le premier marché GNL des États-Unis et **la France le premier importateur mondial de GNL américain**, qui représente 43% des importations françaises de GNL en 2022 avec 16,2 bcm⁸⁷.

Le fonctionnement du marché américain du GNL est donc d'autant plus pertinent pour comprendre les profits réalisés par TotalEnergies en 2022, et donc l'intérêt de poursuivre cette dynamique.

Profiteurs de crise : des milliards de profits grâce au GNL

Pour Fatih Birol, dirigeant de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'industrie pétro-gazière mondiale a réalisé des bénéfices stratosphériques en cette année de crise : 4000 milliards de dollars (3680 milliards d'euros) en 2022⁸⁸.

Les six plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde (BP, Chevron, Equinor, Exxon, Shell, TotalEnergies) ont réalisé à elles seules 192 milliards d'euros de bénéfices⁸⁹, dont 94 milliards⁹⁰ ont été redistribués aux actionnaires sous

⁸⁵ Natural Gas Converter. Calculs Greenpeace à partir des données de l'AIE : il s'agit de 2005895 mmcf. Conversion réalisée grâce au convertisseur de Natural Gas Intel : <https://www.naturalgasintel.com/natural-gas-converter/>

⁸⁶ Aggregated LNG Storage Inventory, Alsi-GIE. Total de la quantité de GNL regazéifiée et envoyée dans le réseau gazier de l'Union européenne (excluant le Royaume-Uni) en 2022 : 134,6 bcm de GNL. Calculs Greenpeace réalisés à partir de la base ALSI de Gas Infrastructure Europe : <https://alsi.gie.eu/>

⁸⁷ Calculs Greenpeace à partir des données de l'AIE : il s'agit de 571399 mmcf. Conversion réalisée grâce au convertisseur de Natural Gas Intel : <https://www.naturalgasintel.com/natural-gas-converter/>

⁸⁸ "Oil and Gas Industry Earned \$4 Trillion Last Year, says IEA Chief", *Reuters*, 2023, <https://www.reuters.com/business/energy/oil-gas-industry-earned-4-trillion-last-year-says-iea-chief-2023-02-14/>

⁸⁹ "TotalEnergies, Shell, les principaux groupes pétroliers ont dégagé des bénéfices records en 2022", *BFM Business*, 2023, https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/total-energies-shell-les-principaux-groupes-petroliers-ont-degage-des-benefices-records-en-2022_AD-202302080394.html

⁹⁰ Global Witness, *Crisis year 2022 brought 134 billion in excess profit to the west five largest oil and gas companies*, 2023, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/crisis-year-2022-brought-134-billion-in-excess-profit-to-the-wests-five-largest-oil-and-gas-companies>

forme de dividendes et de rachats d'actions.

En 2022, TotalEnergies a réalisé un chiffre d'affaires⁹¹ de près de 281 milliards de dollars⁹² avec un bénéfice de près de 20,5 milliards de dollars⁹³ (ce dernier a enregistré une augmentation de 28% par rapport à 2021). Cette augmentation est notamment due à la croissance de son secteur "gaz, énergies renouvelables et électricité", dont le bénéfice a augmenté de près de 95% entre 2021 et 2022 pour atteindre près de 11 milliards d'euros⁹⁴.

TotalEnergies précise même dans son rapport annuel 2022⁹⁵ que *le résultat opérationnel net ajusté du secteur iGRP [Integrated Gas, Renewables & Power] s'est établi à 12 144 millions de dollars [12 milliards] sur l'année 2022, en hausse de 95% sur un an, grâce à son portefeuille GNL intégré et en particulier ses capacités de regazéification en Europe qui lui ont permis de tirer parti de l'environnement de prix favorable, et grâce à la croissance de l'activité Integrated Power.*

TotalEnergies assume donc complètement que ses capacités de regazéification en Europe lui permettent de réaliser des bénéfices majeurs, à l'heure où les prix du gaz sont particulièrement élevés, une situation directement causée par l'invasion de l'Ukraine.

TotalEnergies : le GNL et la guerre en Ukraine rapportent gros

TotalEnergies est le 3^e vendeur mondial de GNL. D'une part, le groupe vend du GNL dans le cadre de contrats sur le moyen ou long terme, destinés à des clients (voire des marchés) spécifiques. D'autre part, via son activité de trading, TotalEnergies vend des volumes conséquents de GNL sur le marché spot, destinés à des marchés

⁹¹ TotalEnergies, Document d'enregistrement universel 2022, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/TotalEnergies_DEU_2022_VF.pdf (pp.414-415)

⁹² *Ibid* page 414

⁹³ *Ibid* page 414

⁹⁴ Valeur renseignée par Total : 12 milliards de dollars. Conversion dollars en euros réalisée le 04/05/2023. 1 USD = 0,90740 EUR.

⁹⁵ TotalEnergies, Document d'enregistrement universel 2022, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/TotalEnergies_DEU_2022_VF.pdf, (p.67)

non spécifiés, qui vont au plus offrant et qui permettent au groupe de réaliser d'importantes marges.

Pour comprendre ces marges, il suffit d'analyser le marché américain de GNL qui a envahi l'Europe. En effet, le prix du GNL négocié et acheté aux États-Unis est inférieur au prix⁹⁶ du gaz en Europe, où les prix ont augmenté de 200% en 2022. À titre d'exemple, pendant l'été 2022, la cargaison d'un navire-citerne partant des États-Unis a pu être achetée au prix bas pour environ 55,31 millions d'euros⁹⁷, puis revendue en Europe au prix fort pour environ 254 millions d'euros⁹⁸. Les traders comme TotalEnergies ont donc pu engranger, dans ce contexte, jusqu'à 200 millions d'euros de profits pour chaque cargaison de GNL.

C'est cette position privilégiée des traders qui explique notamment les profits records de TotalEnergies en cette année de crise, profitant de l'augmentation globale des prix du gaz ainsi que des caractéristiques du marché du GNL américain – dont la flexibilité assure que le gaz ira au plus offrant.

En plus des volumes de gaz vendus sur le marché spot, les contrats détenus par TotalEnergies ainsi que d'autres entreprises françaises (Engie notamment mais également EDF) auprès des vendeurs américains sont des contrats à long terme, d'une durée moyenne de 15 à 20 ans. Sachant que près de 35%⁹⁹ des contrats à long terme d'approvisionnement en GNL de TotalEnergies le sont pour du gaz venant des États-Unis, dont la production en 2022 était à plus de 90% du gaz de schiste et gaz de réservoir compact. Le groupe possède huit contrats à long terme d'un volume équivalent à 14,96 bcm de gaz¹⁰⁰ en provenance des États-Unis. Ces contrats américains ont d'ailleurs la spécificité d'être presque tous destinés à un marché non spécifié, ce qui permet à Total de vendre leur capacité au plus offrant. Par ailleurs, Total ayant déclaré avoir davantage vendu de GNL en 2022 – soit l'équivalent de

⁹⁶ NB : GNL US prix indexé à l'indice Henry Hub, indice de référence des prix du gaz aux États-Unis. En Europe, le prix du gaz est indexé sur l'indice Amsterdam TTF, plus élevé.

⁹⁷ "US natural gas exports to Europe surge amid energy crisis, leading to trader profits", *Business Insider*, 2022, <https://markets.businessinsider.com/news/commodities/us-natural-gas-exports-europe-surge-energy-crisis-trader-profits-2022-8>. Coût de 60 millions USD, converti par Greenpeace International en EUR le 29/03/2023.

⁹⁸ *Ibid.* Coût de 275 USD.

⁹⁹ Calculs Greenpeace France à partir des données présentes dans le GIIGNL Annual Report, 2022. Corroboré avec les informations publiées par TotalEnergies, ainsi que celles présentes dans le terminal Bloomberg. Les contrats de Total pour de l'approvisionnement au Yémen ont été exclus du calcul, ceux-ci étant suspendus.

¹⁰⁰ Il s'agit de 11 millions de tonnes de GNL. 1 MT de GNL = environ 1,36 bcm de gaz.h

65,4 bcm de gaz¹⁰¹ — que l'entreprise ne possède de volumes fixes d'achat¹⁰², cela signifie que Total s'est aussi approvisionné sur le marché spot, où des grandes quantités viennent des États-Unis.

TotalEnergies a ainsi réalisé le bénéfice le plus important de son histoire en 2022¹⁰³, en grande partie grâce à l'envolée des cours du gaz et du pétrole. Le boom du GNL, notamment américain, et les prix élevés de vente en Europe — conséquence de la guerre en Ukraine — ont donc grandement contribué à ces chiffres.

Le conseil d'administration de TotalEnergies a même souligné la pertinence de la stratégie de croissance forte de la multinationale dans le GNL pour se positionner dans le top 3 mondial comme un facteur important expliquant les résultats de 2022¹⁰⁴. En effet, en 2022, l'action TotalEnergies a augmenté de 31,41%¹⁰⁵, générant une plus-value pour ses actionnaires de 35,8 milliards d'euros. Outre la forte croissance de la valeur des actions, TotalEnergies a versé 9,6 milliards d'euros de dividendes¹⁰⁶ et racheté pour 7,4 milliards d'euros d'actions¹⁰⁷.

TotalEnergies est ainsi encouragée par son conseil d'administration à poursuivre cette stratégie de croissance dans le gaz fossile, sans aucune intention de renoncer à l'expansion des fossiles pour répondre aux enjeux de transition énergétique dans le cadre de la crise climatique et sans aucune considération pour les enjeux d'inflation qui ont un impact sur le pouvoir d'achat de tous les citoyens français.

¹⁰¹ 48,1 Mt de GNL. Document d'enregistrement universel de TotalEnergies 2022, p.6. Conversion : 1Mt GNL = 1,36 bcm de gaz.

¹⁰² Volume des contrats d'achats en vigueur en 2023 : 32,4 MT de GNL sans les contrats du Yémen, ou 44,06 bcm de gaz.

¹⁰³ "TotalEnergies dégage le meilleur bénéfice de son histoire: 20,5 milliards de USD", *La Dépêche*, 2023, <https://www.ladepeche.fr/2023/02/09/totalenergies-degage-le-meilleur-benefice-de-son-histoire-205-milliards-de-10985299.php>

¹⁰⁴ TotalEnergies, Document d'enregistrement universel de TotalEnergies 2022, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/TotalEnergies_DEU_2022_VF.pdf, (p.387)

¹⁰⁵ TotalEnergies, Document d'enregistrement universel de TotalEnergies 2022, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/TotalEnergies_DEU_2022_VF.pdf, (p.384)

¹⁰⁶ 9,986 milliards de dollars versés aux actionnaires de la société mère et 0,536 milliards de dollars versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle. Soit 10,52 milliards de dollars. Conversion de dollars en euros réalisée le 04/05/2023. 1 USD = 0,90740 EUR.

¹⁰⁷ Document d'enregistrement universel de TotalEnergies 2022, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-03/TotalEnergies_DEU_2022_VF.pdf, (p. 391)

Cette stratégie dans le GNL a des conséquences importantes au-delà de l'Europe car les contrats long-terme signés par des entreprises européennes comme TotalEnergies contribuent au boom de développement de terminaux d'exportation de GNL aux États-Unis, en offrant une justification à leur construction ou extension¹⁰⁸. Ainsi, plusieurs nouveaux terminaux d'exportation de GNL aux États-Unis sont susceptibles d'être validés en 2023, et la décision d'investissement pour la construction ou l'extension d'infrastructures gazières est souvent liée aux contrats d'approvisionnement signés afin d'en assurer la rentabilité sur le long terme.

Cette stratégie des entreprises françaises comme TotalEnergies nous enferme donc dans le gaz sur le long terme, et il est dans l'intérêt de ces groupes d'encourager la frénésie européenne pour le GNL au cours des prochaines décennies.

TotalEnergies mise sur une augmentation des exportations de gaz de schiste

Non seulement les contrats “anticipés” détenus par TotalEnergies auprès de ces terminaux contribuent à leur construction — selon le mécanisme décrit plus haut — mais en outre TotalEnergies est elle-même active dans le développement de ces projets, dont l'impact est désastreux pour le climat et pourrait être mortifère pour les populations locales¹⁰⁹.

En effet, TotalEnergies détient 16,6% de **Cameron LNG**, un des principaux terminaux d'exportation américains. En 2022, le groupe a signé un

¹⁰⁸ Greenpeace International, *Who Profits From War: How Gas Corporations Capitalise on War in Ukraine*, 2023, <https://www.greenpeace.org/static/planet4-international-stateless/2023/04/b48c5661-who-profits-from-war.pdf>, (p. 37)

¹⁰⁹ Longxiang Li, Francesca Dominici, Annelise J. Blomberg, Falco J. Bargagli-Stoffi, Joel D. Schwartz, Brent A. Coull, John D. Spengler, Yaguang Wei, Joy Lawrence & Petro Koutrakis, Exposure to unconventional oil and gas development and all-cause mortality and medicare beneficiaries, *Nature*, Nature Energy 7, 2022, 177-185, <https://www.nature.com/articles/s41560-021-00970-y>

protocole d'accord avec Sempra Infrastructure, Mitsui & Co. Ltd. et Japan LNG Investment pour l'expansion de Cameron LNG (**Cameron LNG 2**)¹¹⁰, dont la mise en service est prévue pour 2025. La décision finale d'investissement pour ce projet est prévue pour 2023¹¹¹.

TotalEnergies a annoncé sa participation dans le développement du terminal **Rio Grande LNG**¹¹², un projet de NextDecade largement dénoncé par les ONG¹¹³.

Par ailleurs, TotalEnergies participe, aux côtés de Sempra, au développement du terminal **Energia Costa Azul** au Mexique, qui sera destiné à exporter du gaz américain¹¹⁴. De même, Total a annoncé en 2022 prendre une participation dans le projet en développement **Vista Pacifico LNG** de Sempra, situé sur la côté ouest du Mexique. Vista Pacifico prévoit également de re-exporter du gaz américain sous forme de GNL¹¹⁵.

¹¹⁰ TotalEnergies, Etats Unis : lancement du projet d'extension Cameron LNG pour augmenter la production de gaz naturel liquéfié, 2022,

<https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/etats-unis-lancement-du-projet-dextension-cameron-lng-augmenter>

¹¹¹ "Sempra eyes Cameron LNG expansion FID in 2023", LNGPrime, 2022,

<https://lngprime.com/americas/sempra-eyes-cameron-lng-expansion-fid-in-2023/50815/>

¹¹² TotalEnergies, Etats-Unis : TotalEnergies renforce sa position dans le GNL en s'associant à GIP et NextDecade dans le développement d'un nouveau projet au Texas, 2023,

<https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-de-presse/etats-unis-totalenergies-renforce-sa-position-dans-le-gnl-en>

¹¹³ "Gaz de schiste : un projet texan controversé suscite d'intérêt d'énergéticiens français", *Le Monde*, 2023,

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/04/03/gaz-de-schiste-un-projet-texan-controverse-suscite-l-interet-d-energeticiens-francais_6168010_3234.html

¹¹⁴ TotalEnergies, Mexico : Total closes its participation in the Energia Costa Azul LNG export project, 2020,

<https://totalenergies.com/media/news/communiqués-presse/total-enters-the-eca-lng-project>

¹¹⁵ TotalEnergies, TotalEnergies and Sempra expand north american strategic alliance for the development of LNG exports and renewables, 2022,

<https://totalenergies.com/media/news/press-releases/totalenergies-and-sempra-expand-north-american-strategic-alliance>

Un lock-in dans le gaz et des investissements aux actifs toxiques

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit dans son scénario d'émissions de neutralité carbone (net-zero emissions) aligné sur 1,5 °C que les exportations de GNL américain doivent atteindre leur pic en 2025 — à moins de 125 bcm — puis décroître progressivement¹¹⁶. Les capacités des terminaux d'exportation de GNL aux États-Unis s'inscrivent donc déjà en contradiction avec ces prévisions – sans même parler des projets en cours de développement (de construction et d'extension).

Aussi, les contrats de gaz d'une durée de 15 à 20 ans signés récemment vont directement à l'encontre de la législation européenne, qui prévoit une diminution de 35% de la demande de gaz d'ici à 2035¹¹⁷.

Ces nombreux projets s'avèreraient donc inutiles car, si l'on s'en tient aux modèles de neutralité carbone de l'AIE, la demande de GNL n'augmentera pas au même rythme que les nouvelles installations de GNL qui devraient être construites. Les investissements dans de nouvelles infrastructures aux États-Unis pourraient s'avérer être des actifs toxiques.

Gaz de schiste américain et GNL russe : TotalEnergies et la France jouent sur les deux tableaux

Malgré le choc de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, TotalEnergies a été la seule major occidentale à ne pas déclarer vouloir se retirer du pays¹¹⁸. TotalEnergies

¹¹⁶ International Energy Agency (IEA), *Net Zero by 2050, A roadmap for the Global Energy Sector*, October 2021, https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf, Figure 4.17, (p.175)

¹¹⁷ European Commission, *European Climate Law*, https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/european-climate-law_en

¹¹⁸ "TotalEnergies en Russie : il faut cesser de fermer les yeux", *Le Monde*, 2022, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/24/totalenergies-en-russie-il-faut-cesser-de-fermer-les-yeux_6138869_3232.html

a décidé de maintenir ses participations dans plusieurs projets gaziers russes qui ont contribué aux bénéfiques records enregistrés en 2022.

En effet, TotalEnergies détient 20% de Yamal LNG, qui gère l'usine de liquéfaction Yamal T-T4, aux côtés entre autres de Novatek (50,1%) et qui lui assure 20% du gaz qui y est extrait et exporté. TotalEnergies confirme que 72% de la production 2022 de Yamal LNG était à destination de l'Europe – officiellement afin de continuer à pouvoir approvisionner l'Europe¹¹⁹.

Le groupe est également toujours actionnaire à 10% dans Arctic LNG, bien que la société française ait décidé de ne plus comptabiliser les réserves prouvées d'Arctic LNG 2 dans ses comptes et de ne plus apporter de capitaux à ce projet¹²⁰.

TotalEnergies est aussi actionnaire à 19,4% de la société russe Novatek (bien qu'en décembre 2022, le groupe ait retiré ses représentants du conseil d'administration et annoncé ne plus valoriser cette participation dans ses comptes)¹²¹.

Enfin, TotalEnergies dispose de plusieurs contrats d'achat de GNL auprès d'entreprises russes¹²² :

- Contrat avec **Yamal LNG** (Russie) pour l'achat de l'équivalent de 5,44 bcm de gaz venant de Sabetta, de 2018 à 2032¹²³.
- Contrat avec **Novatek** pour l'achat de l'équivalent de 1,36 bcm de gaz entre 2018 et 2041, qui vient de Yamal LNG¹²⁴. Il s'agit d'un contrat hérité d'Engie

¹¹⁹ TotalEnergies, Réponses aux questions écrites, AG 2023, 2023, https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2023-06/AG2023_Reponses_aux_questions_ecrites_3.pdf

¹²⁰ "Russie: 'début de repli' pour TotalEnergies qui déprime ses actifs sur le projet Arctic LNG2", *Challenges*, 2022, https://www.challenges.fr/economie/russie-debut-de-repli-pour-totalenergies-qui-deprime-ses-actifs-sur-le-projet-arctic-lng-2_811065

¹²¹ TotalEnergie, Russia: TotalEnergies decides to withdraw its directors from Novatek and will no longer account for its stakes in Novatek and record 3,7 b\$ impairment in Q4, 2022, <https://totalenergies.com/media/news/press-releases/russia-totalenergies-decides-withdraw-its-directors-novatek-and-will-no>

¹²² International group of liquified natural gas importers, GIIGNL, Annual Report 2022. Corroboré avec les données issues du Terminal Bloomberg quant aux contrats d'achat/vente de GNL de TotalEnergies. Les quantités contractuelles, exprimées en MT de GNL, ont été converties en équivalent de volume de gaz naturel.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ International group of liquified natural gas importers, GIIGNL, Annual Report 2022. Corroboré avec les données issues du Terminal Bloomberg quant aux contrats d'achat/vente de GNL de TotalEnergies.

pour **du transbordement**¹²⁵ à **Montoir** (le fait de continuer à assurer un contrat de transbordement, c'est-à-dire pour du gaz qui n'est pas destiné à la consommation française, est d'autant plus scandaleux¹²⁶ car il s'agit d'une logique commerciale et non pas guidée par le besoin d'approvisionner l'Europe, contrairement aux justifications de Patrick Pouyanné¹²⁷).

→ Contrat à venir avec **Arctic LNG 2**¹²⁸ (Russie) pour l'achat de l'équivalent de 2,72 bcm de gaz à partir de 2023 pour 20 ans (malgré la situation internationale, Arctic LNG 2 doit toujours être mis en service fin 2023¹²⁹).

En Russie, l'activité de transbordement de GNL est notamment opérée par **Arctic Transshipment LLC**, filiale de Novatek, au sein de laquelle TotalEnergies dispose toujours de 10% des parts¹³⁰.

Compte tenu de l'augmentation des prix de l'énergie, ses diverses prises de participation en Russie et le GNL russe constituent une manne financière majeure pour TotalEnergies¹³¹. Par ailleurs, le groupe a reçu 1,5 milliard de dollars de dividendes en lien avec Novatek et Yamal en 2022, selon Le Point¹³².

Malgré les demandes appuyées de la société civile en France et à l'étranger qui exhortait TotalEnergies de se retirer de Russie par solidarité avec le peuple

¹²⁵ "Montoir va transborder du gaz provenant de Yamal en Russie, *Mer et Marine*, 2015,

<https://www.meretmarine.com/fr/vie-portuaire/montoir-va-transborder-du-gaz-provenant-de-yamal-lng>

NB : le transbordement permet le transfert de quantités de GNL entre deux navires méthaniers en utilisant des connexions directes entre les deux navires, sans mélanger ni stocker le GNL. Ce procédé permet de répartir les cargaisons vers plusieurs destinations.

¹²⁶ Institute for Energy Economics and Financial Analysis, IEEFA, <https://ieefa.org/european-lng-tracker>

¹²⁷ "TotalEnergies poursuit son retrait de Russie", *Les Echos*, 2022,

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/totalenergies-poursuit-son-retrait-de-russie-1887669>

¹²⁸ International group of liquefied natural gas importers, GIIGNL, Annual Report 2022. Corroboré avec les données issues du Terminal Bloomberg quant aux contrats d'achat/vente de GNL de TotalEnergie.

¹²⁹ "Novatek plans to launch Arctic LNG 2 this year", *Warsaw Institute*, 2023,

<https://warsawinstitute.org/novatek-plans-to-launch-arctic-lng-2-this-year/>

¹³⁰ "TotalEnergies continues to hold stakes in Russia's LNH linked business", *UpstreamOnline*, 2023,

<https://www.upstreamonline.com/politics/totalenergies-continues-to-hold-stake-in-russia-s-lng-linked-business/2-1-1412210>

¹³¹ "TotalEnergies se retire du géant russe Novatek au prix de 3,7 milliards de dollars de dépréciation", *Le Figaro*, 2022,

<https://www.lefigaro.fr/societes/totalenergies-se-retire-du-geant-gazier-russe-novatek-au-prix-de-3-7-milliards-de-dollars-de-depreciation-20221209>

¹³² "TotalEnergies a dégagé en 2022 le meilleur bénéfice de son histoire", *Le Point*, 2023,

https://www.lepoint.fr/societe/totalenergies-a-degage-en-2022-le-meilleur-benefice-de-son-histoire-08-02-2023-2507994_23.php

ukrainien, le groupe, via son PDG Patrick Pouyanné, a toujours assumé maintenir ses activités dans le gaz en Russie, arguant qu'il respectait toutes les sanctions mises en oeuvre par l'UE, puisqu'en effet elle autorise toujours l'importation de gaz russe à ce jour. Au vu des profits records que ces dernières engendrent, il est évident que le groupe n'est pas prêt de renoncer, en dépit des coûts humains et environnementaux associés.

Le gouvernement français de son côté, est complice et ferme les yeux sur les agissements de TotalEnergies et nous condamne à une double peine : celle d'augmenter les approvisionnements en gaz de schiste américain et en GNL russe.

Synthèse

Comme démontré, une grande partie des profits de TotalEnergies est liée au GNL et notamment au GNL américain. Compte tenu de son positionnement stratégique sur l'ensemble de la chaîne, la multinationale est ainsi une des premières entreprises à profiter de l'explosion des coûts du gaz et du boom de l'importation du gaz de schiste américain en France et Europe.

Comme l'assure le groupe pétro-gazier lui-même¹³³, il est le premier acteur en termes de capacité de regazéification en Europe. Par conséquent, plus la demande en GNL croît — et donc, les prix — plus la situation est intéressante pour TotalEnergies, qui peut écouler son gaz avec une marge profitable en Europe.

Ainsi, TotalEnergies a tout intérêt à pousser les décideurs à poursuivre une politique qui vise à augmenter massivement les importations de GNL et de considérer ce dernier comme un pilier de la politique énergétique française et européenne pour les décennies à venir.

Et cela explique très largement l'intérêt de l'entreprise pour installer, au Havre, un FSRU dont elle s'est réservée 50% des capacités. Ce dernier réceptionnera très probablement du gaz de schiste américain étant donné les intérêts, volumes à disposition et contrats à long terme du groupe TotalEnergies avec les États-Unis.

¹³³ TotalEnergies on LinkedIn, Total Green Gases LNG, 2023, https://www.linkedin.com/posts/totalenergies-green-gases-lng_gnl-activity-7041365117514477570-yV4B?utm_source=share&utm_medium=member_desktop

Ces éléments de décryptage des intérêts de TotalEnergies rendent encore plus scandaleux certaines dérogations économiques accordées dans le cadre de l'installation du FSRU au Havre. TotalEnergies a en effet exercé un lobbying actif¹³⁴ pour permettre l'installation rapide du terminal méthanier flottant du Havre en intervenant auprès de la Première ministre et des ministères de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer. La pétro-gazière a cherché à influencer le projet de loi pouvoir d'achat afin, d'après ses déclarations à l'HATPV, d'*encourager la simplification des procédures pour accélérer la mise en production d'un terminal méthanier flottant au Havre compte tenu de la gravité de la crise énergétique*. Le groupe a également déclaré à l'HATPV une action de lobbying (*Suite au conflit en Ukraine, sensibiliser les autorités françaises sur les enjeux et les solutions d'approvisionnement en GNL, dans le strict respect des règles et sanctions européennes*), ce qui démontre que le groupe a rapidement cherché à profiter des conséquences de la guerre en Ukraine pour promouvoir le GNL auprès du gouvernement.

Il semble ainsi évident, au vu de ces analyses, que TotalEnergies a fortement encouragé le gouvernement français à favoriser une politique énergétique qui vise à dépendre du GNL pour les prochaines années, via la mise en service du FSRU du Havre mais pas seulement, étant donné que ce terminal méthanier n'est qu'un seul des nombreux maillons qui composent la stratégie de TotalEnergies.

L'empressement pour installer un nouveau point d'entrée d'énergie fossile, du GNL en l'occurrence, sur le territoire français illustre parfaitement l'incohérence des décisions prises par la France, alors même qu'elle s'est engagée à sortir des fossiles et qu'elle interdit sur son territoire l'extraction par fracturation hydraulique.

¹³⁴ Pour l'ensemble des citations du paragraphe : Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATPV), Répertoire des représentants d'intérêts, Fiche TOTALENERGIES SE, Activités, <https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=542051180##>

Conclusion

L'argument soutenu par le gouvernement français pour justifier l'installation facilitée du terminal méthanier du Havre (FSRU Cape Ann) – la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la France et de ses voisins européens pendant la crise énergétique – ne tient pas, comme démontré dans cette note, et les mesures associées sont à contresens des engagements climatiques et environnementaux annoncés¹³⁵.

Le terminal méthanier du Havre est une traduction concrète des choix politiques inconséquents de la France en matière d'énergie et il est révélateur de la façon dont le gouvernement prend ses décisions, choisissant d'écouter les lobbies du gaz plutôt que la science du climat. Or, les principaux bénéficiaires de la politique énergétique de la France sont bien les opérateurs et lobbies du gaz comme TotalEnergies, qui pourront continuer à engranger des profits sur le dos du climat et des populations pendant de nombreuses années.

En encourageant la production de gaz de schiste aux Etats-Unis, la France assume son indifférence aux conséquences de sa politique énergétique sur le climat et la santé publique des populations riveraines des sites d'extraction¹³⁶. Une attitude hypocrite, sinon cynique, puisqu'elle a interdit la technique de fracturation hydraulique sur son propre territoire depuis 2011.

D'après le travail de recherche de Greenpeace France et de Disclose exposé et synthétisé dans cette note et articles ([article 1](#) et [article 2](#)), rien n'indique que le terminal FSRU Cape Ann soit nécessaire à l'approvisionnement de la France ou de ses voisins, bien au contraire. Le gouvernement doit rendre des comptes sur le choix de l'installation de cette infrastructure et démontrer avec des données sourcées et chiffrées qu'il s'agissait véritablement de la meilleure option disponible. Autrement, il conviendrait d'annuler le décret du 13 mars 2023 relatif à la mise en service du FSRU Cape Ann au Havre et son maintien en exploitation pour les cinq prochaines

¹³⁵ Vie Publique, Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la politique de l'énergie, à Belfort, le 10 février 2022,

<https://www.vie-publique.fr/discours/283773-emmanuel-macron-10022022-politique-de-lenergie>

¹³⁶ Timothy Q. Donaghy, Noel Healy, Charles Y. Jiang, Colette Pichon Battle, "Fossil Fuel racism in the United States: How phasing out coal, oil, and gas can protect communities", *Energy Research and social science*, Volume 100, 103104, 2023, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2214629623001640>

années. Ce décret fait d'ailleurs l'objet d'un recours en annulation de France Nature Environnement Normandie déposé le 15 avril 2023 auprès du Tribunal administratif de Rouen¹³⁷.

¹³⁷ “Le Havre un nouveau recours contre le terminal méthanier flottant”, 76 *actu*, 2023
https://actu.fr/normandie/le-havre_76351/le-havre-un-nouveau-recours-contre-le-terminal-methanier-flottant_59064666.html

Recommandations

Greenpeace rappelle que seule une politique de transition énergétique avec une vision de long terme pourra assurer une véritable souveraineté énergétique à la France et une cohérence avec ses engagements climatiques et environnementaux. Pour cela, Greenpeace recommande de :

- Contribuer réellement à mettre fin à la logique d'expansion fossile et ne plus jamais encourager, directement ou indirectement, le développement de nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles, l'ouverture de nouveaux champs pétroliers ou gaziers, ou le développement de projets existants incompatibles avec l'objectif climatique de 1,5°C et/ou qui présentent des risques pour les populations et la biodiversité.
- Cesser de prendre des décisions fondées sur les conseils des lobbies du gaz et du pétrole, et exclure ses représentants¹³⁸ comme TotalEnergies des cercles de décisions politiques.
- Structurer la politique énergétique autour de mesures de sobriété permettant de réduire la consommation énergétique.
- Mettre en place des objectifs contraignants et permanents de réduction de la demande de gaz.¹³⁹
- Assurer l'efficacité énergétique, notamment à travers la rénovation et l'isolation thermiques des bâtiments pour les économies d'énergies, et investir massivement dans le développement des énergies renouvelables.
- S'engager à sortir définitivement du gaz fossile d'ici 2035 (et pour ce faire du gaz naturel liquéfié d'ici 2030) et mettre en cohérence cet engagement avec

¹³⁸ Fossil Free Politics, *A Gastastrophic mistake*, 2022, <https://www.fossilfreepolitics.org/news-resources/a-gastastrophic-mistake>

¹³⁹ "Nous, scientifiques et experts appelons les actionnaires de TotalEnergies à voter contre la stratégie climat de la firme", *Le Monde*, 2023, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/07/nous-scientifiques-et-experts-appelons-les-actionnaires-de-totalenergies-a-voter-contre-la-strategie-climat-de-la-firme_6172438_3232.html

(NB: Comme l'expliquent très bien les scientifiques du GIEC dans cette tribune, il ne faut pas confondre demande d'énergie et besoins: la demande énergétique actuelle ne correspond en aucun cas uniquement à des besoins ; en témoignent les débats sur les jets privés.)

les prises de décisions politiques ; l'installation d'infrastructures fossiles ou leurs extensions est en contradiction avec cet engagement

- Renoncer à toute nouvelle infrastructure gazière, telle que le terminal méthanier flottant du Havre (FSRU Cape Ann), et à toute nouvelle extension de terminaux fixes existants qui vont nous enfermer dans le gaz fossile via des contrats à long terme et mettre en péril la mise en oeuvre des engagements climatiques de la France et de l'Europe.
- Faire preuve de cohérence sur la question de l'extraction de gaz de schiste (l'interdire en France mais en importer d'autres pays sans prendre en considération les impacts sur le climat, l'environnement et la santé des populations dans ces pays est inacceptable).
- Enfin, imposer aux grandes entreprises des objectifs annuels de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et interdire les dividendes des entreprises climaticides ; renforcer les obligations de vigilance des grandes entreprises en matière environnementale et de protection des droits humains et des libertés fondamentales ; et taxer les profits des entreprises fossiles comme TotalEnergies afin que les investissements pour la transition énergétique ne soient pas répercutés sur les citoyens, notamment sur les populations les plus vulnérables et à faible revenus, et le reste de l'économie.

Au-delà de ces recommandations à l'échelle nationale, Greenpeace porte des demandes au niveau européen et international pour lesquelles la France a un rôle à jouer. La liste complète de ces recommandations est disponible dans le rapport de Greenpeace "À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine"¹⁴⁰

¹⁴⁰Greenpeace France, *À qui profite la guerre ? Comment les entreprises gazières tirent profit de la guerre en Ukraine*, 2023, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2023/04/A-qui-profite-la-guerre-Resume-en-francais.pdf>, (p. 18)

Méthodologie

Précisions sur la méthodologie des données relatives aux volumes de gaz

Cadre global

Dans le cadre de la rédaction de ce rapport, Greenpeace France a extrait des données de nombreuses sources et bases de données spécialisées, afin de réaliser les calculs sur lesquels s'appuient les analyses présentées.

Afin d'offrir davantage de clarté au lecteur, le choix a été fait d'unifier l'unité utilisée pour exprimer des données relatives aux volumes de gaz. Ainsi, les volumes sont exprimés tout au long du rapport en milliard de mètres cubes (m³), ou bcm (billion cubic meter).

Ces données correspondent souvent au résultat de conversions ou d'équivalences, étant donné qu'en fonction des sources consultées, les unités utilisées pour le gaz fossile (à l'état gazeux) sont souvent des unités d'énergie, et celles pour le GNL des unités de masse (plus de précisions ci-dessous).

Les nombres ainsi obtenus ont été arrondis au dixième ou au centième, en fonction du niveau de détails nécessaires.

Données de l'ENTSOG

Les données relatives aux flux gaziers (entrants et sortants) entre la France et ses voisins sont issues de la plateforme de transparence de l'European Network of Transmission System Operators for Gas (ENTSOG). Elles sont renseignées par les gestionnaires de réseau de transport des différents pays européens, dont GRTGaz.

Ces données sont renseignées en unités d'énergie (KWh, GWh, TWh).

Le convertisseur de Gasunie, entreprise néerlandaise d'infrastructure et de transport de gaz, a été utilisé pour les conversions pertinentes :

<https://unit-converter.gasunie.nl/>

Données du GIE

Les données relatives à la regazéification et au stockage de GNL sont issues de la plateforme de transparence ALSI (Aggregated LNG Storage Inventory) du GIE (Gas Infrastructure Europe), qui réunit les opérateurs d'infrastructures gazières en Europe. Elles sont renseignées par les opérateurs des infrastructures gazières des différents pays européens, dont Elengy, Dunkerque LNG et Fosmax LNG.

Ces données sont renseignées en unités d'énergie (KWh, GWh, TWh).

Ces données ont notamment été utilisées pour calculer le taux d'utilisation des terminaux méthaniers européens et français. Pour ce faire, ont été additionnées les données relatives aux quantités re-gazéifiées chaque jour ("send out") de la période étudiée, ainsi que celles relatives aux capacités quotidiennes de regazéification ("DTRS", soit "declared total reference send-out" ou "send out capacity") renseignées chaque jour de la période étudiée. Le taux d'utilisation a été obtenu en rapportant le "send out" au "declared total reference send-out".

Le convertisseur de Gasunie, entreprise néerlandaise d'infrastructure et de transport de gaz, a été utilisé pour les conversions pertinentes :

<https://unit-converter.gasunie.nl/>

Données du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTE)

Certaines données relatives à la situation énergétique française (consommation de gaz, importations de gaz par pays, solde par pays) sont issues du jeu de données "Gaz naturel, approvisionnement et consommation en France" mis en ligne par le service Données et études statistiques du MTE.

Ces données sont indiquées en unités d'énergie (TWh).

Le convertisseur de Gasunie, entreprise néerlandaise d'infrastructure et de transport de gaz, a été utilisé pour les conversions pertinentes :

<https://unit-converter.gasunie.nl/>

Données de l'EIA

Les données relatives aux exportations de gaz des États-Unis vers l'Europe, ainsi qu'aux volumes de gaz (et gaz de schiste) produits aux États-Unis, sont issues des bases de données "Natural gas" de l'U.S. Energy Information Administration (EIA).

Ces données sont initialement indiquées en unités de volume du système de mesure de longueur (trillion cubic feet, million cubic feet) et ont été converties en unités de volume du système métrique (bcm).

Le convertisseur de Natural Gas Intelligence, fournisseur de données relatives aux marchés du gaz, a été utilisé pour ces conversions pertinentes :

<https://www.naturalgasintel.com/natural-gas-converter/>

Précisions sur la méthodologie des autres données

Données financières de TotalEnergies

Les données relatives aux résultats financiers de TotalEnergies sont majoritairement issues de la documentation publiée par l'entreprise, notamment le Document d'Enregistrement Universel (DEU) pour l'année 2022. Les informations financières étant principalement exprimées par l'entreprise en dollars, elles ont été converties en euros par Greenpeace, selon le taux de conversion précisé.

Données relatives aux contrats de GNL

Les données relatives aux contrats d'entreprise en vigueur pour de l'achat ou de la vente de GNL ont principalement été extraites du rapport annuel du GIIGNL (International Group of Liquefied Natural Gas Importers) pour l'année 2022, ainsi que de la base de données Bloomberg NEF Global LNG Contracts (version Q4 2022, actualisée jusqu'au 31 décembre 2022).

Les données relatives aux quantités contractuelles de GNL sont renseignées en unités de masse (million de tonnes ou MT) de GNL. Il est admis que 1 MT de GNL est l'équivalent d'environ 1,36 bcm de gaz. Voir, par exemple, le convertisseur de BP :

<https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2022-approximate-conversion-factors.pdf>.

Il est à noter que la liquéfaction du gaz naturel permet de réduire son volume d'un facteur de près de 600 pour un même pouvoir calorifique.

GREENPEACE

Terminal méthanier flottant du Havre :

**symbole d'une politique
climatique et énergétique
à la dérive**

RAPPORT

Juin 2023